



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34 avenue du Maréchal Maunoury - BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 30/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MBDA France

La Chaudronne
Route départementale 75
41300 Selles-Saint-Denis

Références : 2024/369 et VAT20240218
Code AIOT : 0010001789

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2024 dans l'établissement MBDA France implanté La Chaudronne Route départementale 75 41300 Selles-Saint-Denis. L'inspection a été annoncée le 12/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MBDA France
- La Chaudronne Route départementale 75 41300 Selles-Saint-Denis

- Code AIOT : 0010001789
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'activité principale de l'établissement est la production (intégration) de missiles.

Les activités de l'établissement sont réglementées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2020 portant autorisation environnementale d'exploiter un établissement de fabrication et de stockage de produits pyrotechniques au lieu-dit «La Chaudronne» à Selles-Saint-Denis.

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour les rubriques 4210-1-a et 4220-1. Il est également soumis à Autorisation pour la rubrique 2793-3-b.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Explosifs
- Plans d'urgence
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/12/2020, article 4.5.2 et 4.5.3	/	Demande d'action corrective	60 jours
12	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 4.2.6	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	POI /produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	/	Sans objet
2	POI / dispositions matérielles et organisationnel les premiers prélèvements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V point i)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	POI / fréquence de test	Code de l'environnement du 04/04/2024, article R.515-100	/	Sans objet
4	Pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 3.3.1	/	Sans objet
5	Risque d'inondation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 4.1.4	/	Sans objet
7	Déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 26/12/2020, article 5.1.3	/	Sans objet
8	Produits sur le site	Arrêté Préfectoral du 26/12/2020, article 6.1.1	/	Sans objet
9	Accès chaufferie	Arrêté Préfectoral du 26/12/2020, article 9.1.1.3	/	Sans objet
10	Installations électriques de la chaufferie	Arrêté Préfectoral du 26/12/2020, article 9.1.1.5	/	Sans objet
11	Protection contre les effets de la foudre	Arrêté Préfectoral du 26/12/2020, article 13.5.10	/	Sans objet
13	Etude de sécurité du travail	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.3.3 (sauf 2 derniers alinéas)	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : POI /produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des produits de décomposition émis en cas d'incendie.
Prescription contrôlée :

<p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un POI dont la dernière version mise à jour est de décembre 2023. Dans cette version l'exploitant a intégré un paragraphe libellé " Polluants atmosphériques en cas d'incendie". Ce paragraphe identifie par type de risque présent sur le site, les polluants susceptibles d'être émis en cas d'incendie, avec les effets associés sur l'homme.</p> <p>Les différents types de risques identifiés sont positionnés sur un plan repérant l'ensemble des bâtiments du site.</p> <p>Pour chaque type de risque identifié le POI comprend également un inventaire, à l'échelle de chaque bâtiment, des quantités de produits susceptibles d'être stockées.</p> <p>Concernant l'étude de dangers du site, la dernière version en cours de validité est celle annexée à la demande d'autorisation environnementale déposée le 02/01/2020.</p> <p>[PdC n°1] - Pas d'écart constaté.</p> <p>Il est simplement fait remarquer à l'exploitant que le réexamen de son étude de dangers devra intervenir avant le 2 janvier 2025, et qu'à l'occasion de ce réexamen, la liste des produits décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie devra être affinée en particulier en hiérarchisant les polluants issus de la combustion des matières actives.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : POI / dispositions matérielles et organisationnelles premiers prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V point i)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" Annexe V - Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 :</p> <p>[...]</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023</p>
<p>Constats :</p>

<p>Le POI dans sa version mise à jour au 20 décembre 2023 comprend une partie relative aux dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux : méthodes de prélèvement appropriées, et analyses.</p> <p>A cette fin un protocole de premiers prélèvements a été établi et prévoit la mise à disposition d'une astreinte par un organisme agréé afin de pouvoir caractériser les rejets éventuels et leur ampleur.</p> <p>D'autres informations sont placées en annexe confidentielle.</p> <p>[PdC n°2] - Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : POI / fréquence de test

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/04/2024, article R.515-100</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence de test du POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>POI</p> <p>[...] Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière version du POI est du 20 décembre 2023 et le dernier exercice a été réalisé le 06/11/2023 (exercices précédents réalisés les 05/07/2022, 23/09/22). A noter que l'exercice du 23/09/2022 était couplé avec un exercice PPI.</p> <p>La fréquence minimale de test du POI est globalement respectée même si un dépassement de un peu plus de 1 mois a été relevé entre les exercices des années 2022 et 2023, alors même que 2 exercices ont été réalisés en 2022.</p> <p>Concernant l'exercice 2023 le thème était le départ d'un feu dans la fosse de stockage de bois destiné à la chaufferie. Trois pompiers, qui n'ont pas engagés de moyens, étaient présents lors de l'exercice : 1 sur le terrain et 2 en cellule de crise dont 1 apprenti.</p> <p>[PdC n°3] - Pas d'écart constaté. Il est toutefois fait remarquer à l'exploitant que l'exercice POI 2024 devra être réalisé avant le 6/11/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Pollution atmosphérique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 3.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures portent sur les rejets issus de l'installation de combustion (chaufferie) et comprennent, outre le débit, la vitesse et la température des effluents, une mesure de la concentration des paramètres suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • oxygène, oxydes de soufre, oxydes d'azote, poussières, COV et CO pour le combustible biomasse; • oxygène, oxydes de soufre, et oxydes d'azote pour le combustible liquide (FOD) [...]. <p>Au moins une fois tous les 3 ans, l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection l'exploitant a indiqué que la chaufferie (3 chaudières : 1 biomasse + 2 FOD) fonctionnait globalement du 1er décembre au 15 mars. Il a été demandé à l'exploitant de présenter les derniers rapports de contrôle.</p> <p>Les derniers contrôles ont été réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le 8 et 9/02/2022 par le Bureau Veritas (BV) sur les 3 appareils. Les résultats sont conformes aux VLE (valeurs limites d'émission), sauf pour le paramètre CO sur la chaudière biomasse. - Le 30/12/2022 par DEKRA pour une nouvelle mesure sur la chaudière biomasse, du fait du dépassement précité en CO. La valeur mesurée en CO est cette fois conforme à la VLE. <p>Par ailleurs, dans le cadre d'un contrôle réglementaire au sens de la réglementation sur l'utilisation rationnelle de l'énergie, de nouvelles mesures ont été réalisées par DEKRA le 13/02/2023 sur les rejets gazeux des 3 chaudières du site (uniquement sur CO et NOx). Pour la chaudière biomasse les résultats en CO sont de nouveau conformes.</p> <p>[PdC n°4] - Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Risque d'inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 4.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque d'inondation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour prévenir le risque d'inondation de la galerie technique souterraine du site, notamment lors d'épisodes pluvieux importants pouvant entraîner un débordement de l'étang des Landes situé en</p>

<p>amont du site, l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> • dispose de vessies gonflables permettant d'obstruer les canalisations; • procède au nettoyage régulier des fossés du site; • dispose de moyens de pompage des eaux chargées pouvant s'écouler dans la galerie technique; <p>L'exploitant prend, en outre, toute disposition pour pouvoir, en cas de montée des eaux dans la galerie technique, arrêter et mettre en sécurité ses installations</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dispositions permettant d'éviter une inondation de la galerie technique souterraine par un débordement de l'étang puis du ruisseau de l'étang qui traverse le site d'Est en Ouest, sont décrites dans le POI de l'établissement.</p> <p>Ces dispositions sont exposées en annexe confidentielle.</p> <p>[PdC n°5] - Pas d'écart constaté. Il est cependant fait remarquer à l'exploitant qu'un contrôle régulier des vessies gonflables (de 2021) destinées à bloquer les écoulements des eaux pluviales pourrait être mis en place.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2020, article 4.5.2 et 4.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance de la qualité des rejets aqueux et mesures comparatives</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cf Tableau sous l'article 4.5.2 de l'arrêté préfectoral du 26/10/2020.</p> <p>Et</p> <p>Les mesures comparatives mentionnées à l'article 2.6.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante: Cf tableau sous l'article 4.5.3</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures annuelles réalisées par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance sont confiées à DEKRA.</p> <p>Ces mesures ponctuelles ont été réalisées pour la dernière fois les 23 et 24 août 2023. Le rapport de ce contrôle examiné lors de l'inspection a porté sur l'ensemble des paramètres à l'exception du débit qui n'a fait l'objet d'aucune mesure.</p>

<p>Les mesures comparatives des résultats de l'autosurveillance (mesure ponctuelle et moyenne sur 24 h) ont, pour les dernières mesures, été réalisées les 21 et 22 août 2023 par la société ENVIROPOL. Ces mesures ont porté sur l'ensemble des paramètres prescrits, y compris le débit. Concernant l'absence de mesure du débit les 23 et 24 août 2023, l'exploitant a indiqué que sa valeur devait être très voisine de celle réalisée les 21 et 22 août 2023.</p> <p>[PdC n°6] - La mesure ponctuelle d'autosurveillance des rejets aqueux dans le milieu naturel, réalisée les 23 et 24 août 2023 ne comporte pas le paramètre débit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°6] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 7 : Déchets inertes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2020, article 5.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conception/ exploitation des installations d'entreposage interne de déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées [;;;].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a permis de constater que les déchets produits sont stockés dans des conditions correctes. En particulier tous les déchets sous forme liquide sont placés sur rétention. L'emprise de la zone de stockage est complètement bétonnée et équipée de caniveaux permettant de collecter les eaux pluviales (les caniveaux sont situés pour partie en périphérie et pour partie sur l'emprise de l'aire bétonnée).</p> <p>L'exploitant a précisé que toutes les eaux recueillies dans les caniveaux étaient dirigées vers une cuve enterrée qui faisait l'objet d'un pompage régulier. L'exploitant n'a cependant pas été en mesure d'indiquer le volume de cette cuve.</p> <p>L'aire bétonnée présente une partie couverte (hall) destinée au stockage des déchets dangereux. Parmi les déchets dangereux présents il a été constaté : ampoules, piles, tubes fluorescents, produits chimiques, ...</p> <p>La présence d'un conteneur pour le stockage des cartons a, par ailleurs, été constaté.</p>

[PdC n°7] - Pas d'écart constaté. L'exploitant précisera cependant à l'inspection des installations classées le volume de la cuve de collecte des eaux pluviales recueillies sur l'aire de regroupement des déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Produits sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2020, article 6.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, Identification des produits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits, et en particulier les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site; et le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la FDS-étendue correspondant à l'utilisation de la substance sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement se présente sous la forme d'un fichier EXCEL.</p> <p>A chaque produit est associé une fiche de données de sécurité (FDS) ainsi que l'indication de l'endroit où le produit peut être trouvé sur le site : Bâtiment / Local / Poste de travail</p> <p>Dans la cadre de l'évaluation du risque chimique l'exploitant utilise l'application SEIRICH développée par l'INRS et téléchargeable gratuitement sur internet. Cet outil qui ne permet pas d'avoir un état des stocks en temps réel permet cependant d'avoir une idée assez précise de la quantité et de la diversité des produits présents (pour de nombreux produits l'exploitant a indiqué renseigner dans SEIRICH les quantités maximales susceptibles d'être présentes qui, pour de nombreux produits, sont très faibles et correspondent à des utilisations ponctuelles) .</p> <p>L'outil SEIRICH permet également d'accéder à la FDS de chaque produit avec la date de sa mise à jour.</p> <p>[PdC n°8] - Pas d'écart constaté.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Accès chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2020, article 9.1.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité à la chaufferie
Prescription contrôlée : L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin. Des aires de stationnement doivent être aménagées pour accueillir les véhicules assurant l'approvisionnement en combustible. Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.
Constats : Le bâtiment qui abrite les 3 chaudières est accessible aux engins des services d'incendie et de secours sur au moins 2 de ses faces . Des aires de stationnement bien repérées sont aménagées pour le remplissage des 2 cuves enterrées de FOD et pour la fosse enterrée de stockage de bois (3 ouvertures en surface permettent le remplissage de la fosse). Autour des 3 appareils de combustion des espaces suffisants sont présents pour permettre une exploitation normale des installations. Dans le local chaufferie il a été constaté la présence de 2 extincteurs poudre ABC, dont la dernière vérification a été réalisée en 08/2022 (lecture de la vignette de contrôle apposée sur les matériels). [PdC n°9] - Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Installations électriques de la chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2020, article 9.1.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques de la chaufferie
Prescription contrôlée : [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives.
Constats : Le dernier contrôle des installations électriques de la chaufferie a été réalisé par DEKRA sur la période du 03/04/2023 au 20/04/2023 (cette période comprend le contrôle d'autres installations

<p>du site). Le rapport de contrôle est daté du 21/04/2023. Il a été présenté lors de l'inspection et fait état de 4 observations.</p> <p>A noter que le rapport Q18 correspondant au contrôle, daté du 21/04/2023, précisait que l'installation "peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion" du fait de l'observation suivante : " protection inadaptée au schéma de liaison à la terre pour un sectionneur porte fusible 6F4, protéger le conducteur neutre".</p> <p>Lors de l'inspection l'exploitant a présenté depuis son système de GMAO l'indication du traitement des 4 observations (travaux réalisés par les sociétés Idex et Eiffage)..</p> <p>Pour information l'exploitant a précisé que le contrôle 2024 des installations électriques du site était en cours lors de l'inspection.</p> <p>[PdC n°10] - Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Protection contre les effets de la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2020, article 13.5.10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle visuel des installations de protection foudre de la chaufferie (paratonnerre à tige simple) et d'autres bâtiments a été réalisé par DEKRA le 2 août 2022. Concernant la chaufferie le rapport de contrôle ne fait état d'aucune anomalie.</p> <p>Le dernier contrôle complet des installations de protection foudre de la chaufferie et d'autres bâtiments a été réalisé par DEKRA le 1er août 2023. La conclusion du rapport concernant la chaufferie est la suivante : "Installation foudre correctement maintenue en état de conformité et de conservation". Dans le rapport la mesure de la résistance de terre du paratonnerre à tige simple est de 3,5 ohm.</p> <p>Sur le site les paratonnerres ne sont pas équipés de compteurs de coup de foudre mais l'exploitant dispose d'un abonnement à Météorage et reçoit après chaque orage une carte lui</p>

<p>précisant l'emplacement des impacts enregistrés sur le site, ce qui lui permet si nécessaire de procéder à un contrôle visuel des dispositifs impactés.</p> <p>L'exploitant a précisé que la dernière cartographie qu'il a reçue était du 12/09/2023.</p> <p>[PdC n°11] - Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Isolement du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 4.2.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du site</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement du réseau de fossés collectant les eaux résiduaires et les eaux résultant d'un éventuel incendie de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs constituant le système sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Rappel du constat réalisé le 19/04/2023 :</p> <p>Il n'existe pas de système d'isolement par rapport à l'extérieur des réseaux de fossés du site collectant les eaux résiduaires et les eaux résultant d'un éventuel incendie pour l'ensemble de l'établissement, mais un système pour quelques bâtiments dont les plus récents.</p> <p>Aussi, l'exploitant produira à l'inspection des installations classées d'une part, un état des lieux des bâtiments / installations sans dispositif de confinement et, d'autre part, pour ces bâtiments /installations un descriptif des solutions techniques envisagées avec pour chacune d'elles le planning de réalisation envisagé.</p> <p>Dans sa réponse du 31/07/2023 l'exploitant a indiqué : "Voir ci-après, le tableau joint en annexe 1".</p> <p>Le tableau joint à la réponse fait un point par bâtiment de la situation envisagée au regard du confinement des eaux résiduaires et d'incendie. 4 types de situations sont précisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les bâtiments pour lesquels aucuns travaux ne sont prévus du fait de leur déconstruction effective au 1er janvier 2030 ; - Les bâtiments pour lesquels la nature des travaux résultera d'une étude de dimensionnement en cours ; - Les bâtiments pour lesquels des travaux seront réalisés avant l'échéance du Schéma Directeur (SD) 2030 ; - Les bâtiments pour lesquels un mois et une année de travaux sont précisés.

<p>[PdC n°12] - A l'exception des bâtiments qui doivent être déconstruits et de ceux pour lesquels une date de travaux est déjà donnée, il convient pour les autres bâtiments de produire un planning précis des travaux permettant le confinement des eaux résiduaires et d'incendie avec la description technique de la solution retenue par bâtiment.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au [PdC n°12] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre de actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 13 : Etude de sécurité du travail

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.3.3 (sauf 2 derniers alinéas)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des études de sécurité du travail</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescription à diffusion restreinte (cf annexe confidentielle).</p>
<p>Constats :</p> <p>Rappel du constat relevé le 19/04/2023 : Le réexamen quinquennal de l'EST du bâtiment n°31 n'a pas été réalisé en temps voulu. Dans sa réponse du 31/07/2023 l'exploitant a précisé : " Le réexamen quinquennal sera réalisé à mi-septembre 2023". Le 4 avril 204 il a été constaté que le réexamen de l'EST du bâtiment 31 a été réalisé le 11 septembre 2023 par le biais d'une AST. Suite à cette AST il est conclu que la validité de l'EST est prolongée de 5 ans pour la raison suivante : " Pas de modification des conditions de sécurité".</p> <p>[PdC n°] - Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

